

18.09.2020

Les familles d'agriculteur·rice·s d'Europe demandent le rejet de l'accord UE-Mercosur



Pas de corrections, mais une réorientation complète. Nous avons besoin d'une politique commerciale qui garantisse des prix équitables et rémunérateurs, qui protège l'environnement et respecte les droits humains.

Dans une [déclaration conjointe des agriculteur·rice·s et paysan·ne·s européen·ne·s](#), 43 organisations d'agriculteurs de 14 pays – Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne (dont la Galice et le Pays Basque), France, Italie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suisse – ainsi que les organisations faïtières Coordination européenne Via Campesina (ECVC), European Milk Board (EMB) et Biodynamic Federation – Demeter International demandent à leurs gouvernements respectifs de rejeter l'accord UE-Mercosur.

Cet accord de libre-échange est controversé au niveau gouvernemental dans certains États membres. Des critiques très claires ont été formulées en Autriche, au Pays-Bas, en France, en Irlande et en Belgique. L'Allemagne, qui assure actuellement la présidence du Conseil de l'UE, a annoncé son intention de faire avancer la ratification de l'accord UE-Mercosur, même si la Chancelière allemande Angela Merkel a récemment émis des doutes sur l'accord. Il est à craindre que l'Allemagne puisse, avec des amendements mineurs, rallier les États membres critiques et les persuader de signer.

Les agriculteur·rice·s et les paysan·ne·s européen·ne·s demandent à leurs gouvernements de rejeter l'accord UE-Mercosur. Comme le dit Erwin Schöpges, président de l'EMB :

« L'accord UE-Mercosur prévoit d'accroître les importations, par exemple, de viande, de sucre et de soja en provenance des pays du Mercosur, dont la production devient de plus en plus industrielle en raison de l'orientation agressive vers l'exportation. L'Amazonie, pourtant cruciale pour le climat et la biodiversité, doit se plier à ce système. Cette évolution s'accompagne également de violations des droits humains. Les agriculteur·rice·s et les paysan·ne·s en Europe font face à des défis importants pour produire des aliments d'une manière respectueuse du climat et du bien-être animal, ce qui entraîne une augmentation des coûts pour les exploitations. Cependant, les importations croissantes et non qualifiées des pays du Mercosur intensifient la pression sur les coûts pour les familles d'agriculteur·rice·s et paysan·ne·s européen·ne·s. Cette politique commerciale et les écarts entre les normes environnementales, sociales et de production au profit de l'agro-industrie, accélèrent le déclin des agriculteur·rice·s et paysan·ne·s sur les deux rives de l'Atlantique. »

Les agriculteur·rice·s revendiquent une politique commerciale qui garantisse des prix équitables et rémunérateurs dans le monde entier, la protection du climat, la biodiversité et le bien-être animal, les droits humains, les structures paysannes, des denrées régionales, la préservation et le développement de normes européennes ainsi que des conditions de travail décentes.

[Vous trouverez ici la déclaration conjointe des agriculteurs et paysans européens](#)

Contacts :

Erwin Schöpges – président de l'EMB (FR, DE, NL) : +32 (0)497 904 547

Sieta van Keimpema – vice-présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)2 808 1935

[<<< back](#)